



Commémoration du 19 mars 1962

Allocution de Monsieur le Maire Ali Rabeh en hommage aux victimes civiles et militaires tombées durant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie.

Trappes, ville engagée pour la Paix et l'amitié entre les peuples, n'oublie pas les victimes des guerres de décolonisation. Forte de ses valeurs républicaines, la Ville et ses élus s'engagent pour faire vivre le devoir de mémoire et pour défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Retrouvez ci-dessous la vidéo de la cérémonie commémorative et le discours de Monsieur le Maire.

Discours du 19 mars

Il y a 59 ans, le cessez-le-feu était signé entre la France et l'Algérie et ouvrait la voie à l'indépendance de ce pays, après 132 années de colonisation et presque 8 ans de guerre.

Il y a 59 ans, la République est redevenue elle-même, en se dégageant des ténèbres du colonialisme. Mais il a fallu près de 4 décennies pour qu'enfin la République accepte de lever le voile sur cette période si peu glorieuse, si honteuse de son histoire.

Le 19 mars a, depuis, été choisi comme journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.

Le choix de commémorer cette date est tout sauf anodin.

Il s'agit en premier lieu, bien sûr, de rendre hommage à toutes les victimes des guerres de décolonisation en Afrique du Nord, et en particulier celle d'Algérie.

Le bilan humain terrible de cette guerre mérite d'être rappelé ici, pour ne jamais oublier toutes ces vies perdues, sacrifiées, ces familles endeuillées :

- 250 à 300 mille Algériens victimes de l'armée française,
- près de 25 mille appelés français, 30 mille civils Algériens, 60 mille Harkis, plus de 5 mille pieds-noirs victimes du FLN.
- 2200 victimes de l'OAS ont été recensées.

Mais commémorer le 19 mars, c'est aussi faire le choix de s'inscrire dans la vérité de l'Histoire. Celle que l'on a voulu trop longtemps nier, oublier, occulter.

Louissette IGHILAHORIZ figure de la résistance du FLN, torturée, violée par l'armée française témoignait dans un livre en 2001 :

" Par ce livre qui fait suite à mon témoignage, je souhaite que la vérité éclate. Je souhaite que les Français sachent qu'en Algérie entre 1954 et 1962, il ne s'est jamais agi d'une opération de maintien de l'ordre ni d'une pacification. J'écris pour rappeler qu'il y a eu une guerre atroce en Algérie et qu'il n'a

pas été facile pour nous d'accéder à l'indépendance."

Pendant trop longtemps, l'Etat français a en effet nié la réalité de cette guerre. Il a fallu attendre la loi du 18 octobre 1999, soit près de 4 décennies après le cessez-le-feu, pour une reconnaissance officielle par l'Assemblée Nationale de la Guerre d'Algérie, et donc du préjudice subi par l'ensemble des victimes du conflit.

C'est seulement au seuil du nouveau millénaire que la voix des victimes de la torture a enfin été écoutée et entendue. Il a fallu près de 40 ans pour qu'enfin, la République reconnaisse officiellement que la torture a été utilisée de manière systématique comme méthode d'interrogatoire de l'armée française, constituant ainsi, de fait, un crime contre l'humanité.

Comme sur le thème de la torture, un silence officiel s'est trop longtemps imposé sur les événements les plus troubles, comme celui du massacre des Algériens du 17 octobre 1961 dans les rues de Paris.

Autre silence, celui des appelés, les soldats d'une guerre niée. Parmi ces 1,5 millions de jeunes Français mobilisés, combien de retour au pays furent malades, anxieux, brutalement vieillies par 27 mois de guerre et combien, dont les nuits furent peuplées de cauchemars?

Pour eux, l'Algérie, ce fut le traumatisme de la guerre et de la mort, la fraternité des casernes et l'ennui, la monotonie et l'attente, mais aussi les embuscades et la peur, la brutalité et les représailles. Pourquoi a-t-il fallu autant de temps avant de leur reconnaître un statut et plus encore de s'intéresser à leur vécu ?

Ces silences, ces mensonges parfois, loin de permettre la réconciliation entre l'Algérie et la France, n'ont fait que creuser le fossé entre nos deux pays, exacerbant les concurrences entre les mémoires. Ce déni a empêché et empêche encore de soulager les troubles des victimes survivantes, d'atténuer les tourments des hommes en les sortant du mutisme.

Finalement la guerre est plus présente que jamais, et comme l'affirme si justement l'historien B. Stora la guerre d'Algérie "continue dans les têtes, les cœurs et les mémoires"

Certains, aujourd'hui encore, refusent de reconnaître les crimes commis en Algérie sous prétexte de l'absence d'une reconnaissance des torts, de part et d'autre de la Méditerranée, et fustigent une prétendue politique de la repentance de la France à sens unique.

D'autres ont encore aujourd'hui l'indécence de tenter d'imposer l'idée d'une colonisation positive, à contre-sens de la recherche historique.

Par notre présence, ce 19 mars, nous nous inscrivons dans une démarche tout autre : nous savons que sans la vérité des faits et la reconnaissance des crimes commis par la France, il n'y aura pas de réconciliation des mémoires.

Pour conclure, je veux citer un jeune appelé français, qui livre un témoignage glaçant et précis sur son expérience de la torture à Alger lors de son affectation, pendant 10 mois, à la villa Susini.

"Mon témoignage m'a coûté beaucoup d'efforts. Il me fut très difficile à réaliser, je ne voudrais pas qu'il reste un chiffon de papier utilisé seulement comme un document annexe pour quelque historien. J'espère qu'il permettra, à sa mesure, que mes 10 mois d'enfer vécu dans ce palais de la villa Susini, ne restent pas seulement une plaie jamais cicatrisée qui ne se refermerait qu'avec ma mort. Je veux que ce soit un cri d'espoir, une pierre apportée pour construire un rempart à un éventuellement de telles horreurs. Je ne voudrais pas que nous, les appelés victimes de cette guerre d'Algérie, quelles que soient nos séquelles, nos avis sur la nature de ce conflit, emmenions avec nous dans la tombe nos souvenirs, que nous ayons tant souffert et que l'histoire bégaie de nouveau, de la même façon. Il faut que notre effort de mémoire, notre participation à la connaissance de la vérité, avec toutes ses facettes, puissent être utiles pour l'avenir."

Malgré sa douleur et l'horreur qu'il décrit, cet homme remarquable a toujours mené le combat de la mémoire et de la vérité et nous tâchons aujourd'hui d'en être modestement les héritiers.

Cet homme, il est ici, parmi nous aujourd'hui. Il s'appelle Henri Pouillot, citoyen trappiste, porte-drapeau de l'ARAC, et à travers lui, je veux rendre hommage à toutes les victimes de la Guerre d'Algérie.